

12 décembre



Urgence industrie : grèves et mobilisations

Défendons nos emplois !

La stratégie financière des directions d'entreprise est en train de détruire l'industrie. La recherche de rentabilité à court terme menace les emplois et l'avenir de sites industriels, parfois malgré l'existence de projets alternatifs portés par les salarié-es concerné-es avec la CGT. Malgré tout, les luttes se multiplient, à l'image de Michelin, Vancorex... qui s'opposent aux plans de suppressions d'emplois.

La CGT porte 6 revendications immédiates :

1. **Un moratoire sur les licenciements** pour sauvegarder les emplois, les qualifications et les compétences ;
2. **Un plan national de maintien et de relocalisation** des outils et emplois industriels, piloté par un État assumant un rôle d'acteur central de l'industrie ;
3. **La conditionnalité des aides publiques** doit être mise immédiatement au service de l'arrêt de la casse industrielle ;
4. Retour au tarif réglementé de vente de l'électricité et du gaz pour un juste prix face aux factures dans l'industrie ;
5. Un plan d'urgence pour l'investissement productif avec la création d'un pôle public financier ;
6. L'organisation d'Assises de l'industrie.

La CGT appelle à une mobilisation nationale, à des débrayages et des grèves en région le 12 décembre 2024. Participez massivement aux rassemblements appelés par la CGT devant les préfectures ou des sites industriels visibles par toutes les formes possibles : outil de travail, vêtement de travail, équipement de protection individuelle, outils de production, etc.

Notre pays fait face à une vague de casse industrielle d'une ampleur rarement égalée. La situation de l'emploi est catastrophique dans de nombreuses filières industrielles : automobile, sidérurgie, verre et céramique, carton, bois, papier, chimie, cimenterie, construction, commerce, aérospatiale, caoutchouc, etc. 150 000 emplois sont directement menacés.

LA DÉSINDUSTRIALISATION PRODUIT DES RAVAGES

SOCIAUX avec la destruction d'emplois directs et indirects (donneurs d'ordre / sous-traitants)

TERRITORIAUX avec la désertification impactant tout le tissu économique et les services publics

POUR LA SOUVERAINETÉ de notre pays qui voit lui échapper de nouveaux pans de ses capacités productives

ENVIRONNEMENTAUX avec l'exportation de nos productions vers des pays aux normes environnementales de faible niveau quand elles ne sont pas inexistantes



150 000 emplois menacés

Flashez pour voir la carte interactive ou rendez-vous sur cgt.fr





ET SUR DUNKERQUE ALORS ???!!!?

Si vous avez suivi l'actualité locale, vous savez que des sites industriels du bassin dunkerquois tels que ArcelorMittal, Versalis, Total, Ascometal, Valdunes pour ne citer qu'eux, sont en danger. Ils souffrent tous du même mal. La concurrence hors UE et le manque d'investissement. Les patrons préfèrent aller investir ailleurs...hors Europe...Là où on peut produire dans des conditions environnementales et sociales déplorables...

Pourtant, ces sites industriels et leurs productions sont essentiels au bassin dunkerquois. Il n'y a pas que leurs seuls salariés qui en « profitent » car ils créent de la valeur ajoutée et génèrent une activité financière dont beaucoup d'habitants ne sont pas conscients. Ils ont, depuis plusieurs décennies assuré la prospérité de Dunkerque et de son port. Notre belle digue de Malo, nos belles mairies, nos clubs sportifs, notre CUD sont là parce que cette industrie est là ! Si elle venait à disparaître du paysage alors les supermarchés, commerçants, entreprises du BTP, artisans et autres prestataires de services verraient très vite leur activité diminuer dangereusement tant ils sont de près ou de loin liés économiquement à nos usines qui en chiffre d'affaire brassent plusieurs milliards d'euros dont une partie ruisselle directement ou indirectement sur le territoire ! La perte de ce poumon économique, de ce « patrimoine » serait un DRAME local !

Il faut une prise de conscience rapide des habitants et surtout de nos politiques. Le capital n'est ni gentil, ni méchant. Il est simplement immoral et n'obéit qu'à la rentabilité rapide et maximale, n'ayant que faire du besoin et du bien être des populations. Il ne peut pas et ne doit pas être un modèle de Société. La Société, c'est au peuple et à ses élus de la penser !

Ce sont bien ces élus que notre CGT interpelle depuis plusieurs années sur la transition écologique. Cette transition est nécessaire car ce monde et cette économie plus vertueuse nous les voulons aussi. Mais de nombreuses fois nous avons mis en garde, alerté et appelé pour avoir des discussions en amont sur le sujet, ayant bien dans l'idée que, malgré les grosses aides promises aux patrons, ces derniers ne joueraient pas le « jeu ». Chaque fois, à cette demande on nous a opposé, avec un côté « promotionnel » les 20 000 emplois de la nouvelle vague d'industrie qui allait s'implanter, incarnée par la vallée de la batterie . L'air de dire « pourquoi êtes-vous inquiets... ? On va en créer de l'emploi...Pas grave si vous perdez le vôtre dans la vieille industrie... ! ». Quelques années plus tard, triste constat...Le nouveau monde annoncé n'est pas (encore?) né que l'ancien vacille déjà...Et cela ne réjouit personne...car à la CGT sur ce sujet, nous aurions aimé nous tromper et être épatés, vraiment! Ceci dit, nous avons encore espoir et nous lutterons.

Stop au libéralisme économique de l'Europe! Stop à tous les accords de libre échange!

Tout comme nos agriculteurs, les productions de nos industries ne peuvent pas être vertueuses en France et en Europe et être concurrencées par des importations qui ne respectent pas nos standards !

Ceux qui disent que taxer les produits étrangers, abaisserait le pouvoir d'achat des français...A la CGT, nous répondons que si on ne se protège pas, alors nous perdrons nos industries et notre agriculture, et avec elles, nos emplois ! Et donc à terme... nous perdrons complètement notre pouvoir d'achat !

Pas question de laisser les grandes multinationales nous priver de nos productions nécessaires d'acier, de produits chimique, de carburants...Ni de nos emplois ! Pour des raisons de souveraineté et de survie économique, l'état doit remettre un « pied » dans les affaires! Aussi, d'urgence, il faut contrôler TOUTES les productions qui franchissent les frontières de l'union européenne. Il faut créer un commissariat aux produits importés, qui vérifie que ce que l'on importe correspond bien à nos critères environnementaux et sociaux. Si cela n'est pas le cas, il faudra taxer. Et de ce fait, si le Capital veut « profiter » de notre marché européen qui est un des plus gros du monde, si ce n'est le plus gros... Il devra faire des efforts...Réinvestir et relocaliser !

**POPULATIONS ET POLITIQUES, COMPRENEZ ET SOUTENEZ NOTRE ACTION.
SAUVONS NOTRE INDUSTRIE, SAUVONS NOS EMPLOIS !**

